

M 04249 - 49 - F: 1,20€

festival foutez leur la paix
 Toulouse s'oppose à la guerre

retrait des troupes d'Afghanistan
 pas d'argent pour l'armement
 justice en Palestine

24 mars >> 8 avril
 4^e édition

JEUDI 2 AVRIL

Rencontre avec Agathe et Nadhem, membres du collectif «La Guerre tue», co-organisateurs du festival **Foutez-leur la paix!**
REGARDS PAGE 2



La **crise économique qui frappe l'Europe** est une «aubaine» pour contraindre les peuples à l'austérité.
NPARGUMENTS PAGES 6 & 7



Le centre Pompidou expose jusqu'au 24 mai des œuvres de **Errò**, peintre et collagiste critique.
CULTURE PAGE 9

TOUT est à nous!

1^{er} AVRIL 2010 | N°49 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

À DROITE

LA FUITE EN AVANT!



Après que l'UMP n'a recueilli les voix que de 11% des électeurs, Sarkozy s'effondre dans les sondages. Avec 30% de satisfaits, il est au plus bas depuis son élection en 2007. Rien ne va plus pour ce gouvernement de plus en plus illégitime qui ne voit d'autre issue que... la fuite en avant.

ARTICLE EN PAGE 3

PAS DE BÉBÉ À LA CONSIGNE PAS DE SALARIÉS LICENCIÉS

Chez People and Baby, crèche privée bénéficiaire d'une délégation de service public, la direction ne s'embarrasse pas du code du travail. Lorsque les salariées montent une section syndicale, les obligations de l'entreprise ne sont pas respectées, et lorsqu'elles font grève, elles sont virées... Avec le soutien des parents, la résistance s'organise. **LIRE PAGE 4**

APRÈS LE 23 MARS CONSTRUIRE LA MOBILISATION



La manifestation pour l'emploi, les salaires et la sauvegarde des retraites, le 23 mars, a rassemblé des centaines de milliers de manifestants à travers le pays. Salariés du privé et du public protestaient ensemble contre la dégradation des conditions de travail, les suppressions d'emploi et pour l'augmentation des salaires. Face à la détermination du gouvernement pour casser les retraites, il faut continuer. **LIRE PAGE 5**

ÉTATS-UNIS LA SANTÉ RESTE UNE MARCHANDISE

La réforme Obama du système de santé étend l'assurance maladie à 32 millions d'Américains qui en étaient dépourvus. Ce progrès a été obtenu après une bataille acharnée contre les républicains et l'extrême droite. Mais Obama, plutôt que de mobiliser son électorat, a préféré conforter la toute puissance des assurances privées qui vont pouvoir continuer de s'enrichir aux frais des contribuables. **LIRE PAGE 8**



édito

Par **Sandra Demarcq**

NOUS AUSSI GARDONS LE CAP!

Depuis leur défaite aux élections régionales, Sarkozy et Fillon le répètent en boucle, ils ne changeront pas leur politique de casse sociale puisque celle-ci, selon Fillon, « commence à produire ses effets ». Ils gardent donc le cap en particulier sur deux dossiers centraux : les retraites et la réduction des déficits.

Sur la question des retraites, gouvernement et patronat sont sur le pont. A peine nommé ministre du Travail, Éric Woerth s'attaque à ce dossier en travaillant soi-disant sur une contre-réforme « protectrice et d'équité ». Le Medef, quand à lui, met la pression sur le Conseil d'orientation des retraites (COR), qui doit rendre son rapport à la mi-avril, pour chiffrer l'impact financier de neuf paramètres. Parmi lesquels : l'allongement de la durée de cotisation à 45 ans, le recul de l'âge légal de départ à 65 ans et à 70 ans au lieu de 65 pour une retraite sans décote. Et tout ça sous le prétexte fallacieux de l'augmentation de l'espérance de vie et du déficit de la Sécurité sociale. Face à de tels projets qui feraient baisser drastiquement le montant des retraites et mettraient à mal le système par répartition, il faudrait que l'ensemble de la gauche sociale et politique fasse cause commune et brise le tabou du consensus national et du diagnostic partagé. Et non, comme le laissent entendre les récentes déclarations de François Hollande, que le PS se situe de nouveau sur le terrain de la droite, en défendant un possible recul de l'âge de la retraite en accompagnant ainsi une réforme de ce gouvernement.

La journée de grèves et de manifestations du 23 mars dernier a été un premier succès. Il faut d'urgence amplifier ce mouvement sur une base claire et dire ensemble, tous ensemble, que la question des retraites est un choix de société, de répartition du travail et des richesses.

27 MARS-8 AVRIL, FESTIVAL FOUTEZ-LEUR LA PAIX, TOULOUSE. La quatrième édition de ce festival antiguerre se tiendra à Toulouse du 27 mars au 8 avril. Soutenu par un large collectif d'organisations, ce seront trois semaines de débats, d'événements culturels, d'espaces de rencontre et d'échange pour contredire les théories manichéennes voulant opposer les populations (lire ci-dessous). Infos : www.foutezleurlapaix.org/

7 AVRIL, MANIF CONTI, COMPIÈGNE. L'intersyndicale et le Comité de lutte des travailleurs de Continental-Clairoux appellent les travailleurs, la population, les organisations syndicales et politiques à se joindre à la manifestation organisée en vue de se rendre au tribunal où sont convoqués

six travailleurs de l'usine (lire p.5). RV à 12h30 à la gare de Compiègne.

8 AVRIL, PARIS, MANIF, PETITE ENFANCE. Après la mobilisation des professionnels d'accueil de la petite enfance et des familles le 11 mars, le secrétariat d'État à la famille a reçu le collectif « Pas de bébés à la consigne », le 26 mars. À la demande de retrait du nouveau décret sur l'accueil collectif et d'un plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance, le gouvernement persiste à faire la sourde oreille. Le collectif appelle à une nouvelle journée d'actions et de mobilisation. À Paris, RV à 10 heures M° Luxembourg. Infos sur le site : www.pasdebebesalaconsigne.com

9 & 10 AVRIL, PRÉPARATION DU CONTRE-SOMMET DE MADRID, PARIS. En route vers Madrid du 14 au 18 mai 2010 ! Réunions et débats de préparation du contre-sommet de Madrid, le 9 avril de 18 à 22 heures et le 10 avril de 10 à 18 heures, à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau (M° République). Programme complet disponible sur le site : <http://cif-madrid2010.site.voila.fr>

10 AVRIL, DÉBAT, PARIS. La commission culturelle du CE de la Caisse d'épargne Île-de-France organise une soirée débat sur le sujet « Des grèves... pour quoi faire ? » Au programme : films, débat, expo photos, etc. RV au Centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef, Paris 15^e.

13 AVRIL, IVG, SAINT-DENIS. Réunion publique organisée par le MFPP 93, dans un contexte de regroupements et de fermetures de centres IVG. RV de 14 à 17 heures à la Bourse du travail de Saint-Denis.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Agathe et Nadhem (DR)

Propos recueillis par Pablo Seban

ANTIGUERRE FOUTEZ-LEUR LA PAIX !

Agathe Étienne et Nadhem Marsit sont membres du collectif toulousain « La Guerre tue » qui se veut un cadre de débats et d'actions contre la guerre, en particulier celle dite « contre le terrorisme » initiée en 2001. Ils sont à l'initiative du festival unitaire « Foutez-leur la paix » qui se tient en ce moment et jusqu'au 8 avril à Toulouse.

Pouvez-vous présenter le festival Foutez-leur la paix ?
Agathe : C'est la 4^e édition cette année, mais pour la première fois elle réunit une dizaine d'organisations toulousaines. Deux débats et un concert sont organisés de manière collective. Il y a également une série d'événements plus spécifiques pris en charge par chaque organisation.
Nadhem : Le but était de travailler ensemble sans nier les désaccords qui peuvent exister.

Ce festival a été lancé par le collectif La Guerre tue, dont vous êtes membres. De quoi s'agit-il ? Comment ce festival entre-t-il dans le cadre de vos actions ?

N : Le collectif La Guerre tue a pour but de promouvoir un mouvement antiguerre aussi large et puissant que possible et soutient toutes les initiatives qui pourraient mobiliser en ce sens. Le festival est une initiative qui se veut visible, un espace de débats où s'associent la culture, l'art et les discussions autour des thèmes de la guerre.

A : C'est un moyen de parler de la guerre et des logiques de guerre, des conflits impérialistes en particulier au Moyen-Orient, dans un contexte autre que celui médiatique.

N : Ce festival résume plusieurs axes du collectif. D'une part, promouvoir l'action contre la guerre par différents biais, mais aussi rassembler un grand nombre d'orgas, en dépassant les clivages politiques, pour pouvoir faire de la guerre une question importante, centrale, qui réunit du monde.

Comment est-il devenu unitaire ?

N : C'est parti du collectif « Non à l'Otan » qui a mobilisé autour du contre-sommet de l'Otan en 2009. Au retour de Strasbourg, une des propositions pour continuer de travailler ensemble a été d'organiser ce festival dans un cadre unitaire.

A : Cela permet de placer le thème de la guerre qui est peu abordé, à un niveau central dans les débats politiques. Le festival offre un cadre efficace et fédérateur avec des assos et des partis politiques pour qu'au-delà de Toulouse, des actions soient entreprises et que ça puisse interpeller les militants et individus, car le mouvement contre la guerre pourrait avoir du poids, comme en Angleterre, en Italie...

En quoi ce genre d'initiatives aide le mouvement contre la guerre ?

A : En France, le mouvement contre la guerre est très faible, à l'état quasi végétatif. Il y a eu des mobilisations

l'année dernière par rapport à l'Afghanistan ou contre l'Otan, mais les gens n'ont pas forcément une opinion très objective sur les conflits dans lesquels la France est impliquée directement, comme l'Afghanistan, et encore moins sur d'autres.

N : Je ne pense pas qu'un festival puisse arrêter la guerre. Mais il peut interpeller et rendre la question de la guerre visible à Toulouse, voire, demain, au niveau national. Son ampleur est modeste, mais à Toulouse, de nombreuses personnes connaissent maintenant Foutez-leur la paix ! et savent que quelque chose se passe.

Pensez-vous déjà au contre-sommet de l'Otan à Lisbonne en novembre prochain ?

A : Cela fait partie des choses qu'on abordera après le festival. Ce sont des occasions qui mobilisent beaucoup nos militants. Il faudra le faire en lien avec les autres orgas du festival et qui ont participé au contre-sommet l'année dernière.

Faites-vous un lien entre le combat antiguerre et le combat anticapitaliste ? Êtes-vous anticapitaliste ?

A : Oui !

N : Oui... (rires) Une question revient souvent dans nos débats : la source de la guerre est matérielle. Au-delà des cadres idéologiques projetés, le fond est toujours constitué par les intérêts économiques et stratégiques : conquérir de nouveaux territoires, de nouveaux marchés. On est

nombreux à penser qu'un des pires visages du capitalisme est la guerre et l'impérialisme.

A : Surtout le type de guerre dont on parle ici, les guerres impérialistes : des guerres de domination politique et culturelle de l'Occident capitaliste, qui passent par une domination économique.

N : C'est pour ça qu'on se focalise sur le Moyen-Orient, c'est très symbolique ce qu'il se passe là-bas. C'est une zone stratégiquement très importante, qui regorge de ressources naturelles, et ce n'est pas un hasard si c'est une zone de conflits mondiaux. Gagner sur cette question serait une victoire contre toutes les guerres capitalistes.

Le mot de la fin ?

A : Foutez-leur la paix !

أتركوهم بسلام !

festival **foutez leur la paix** Toulouse s'oppose à la guerre

retrait des troupes d'Afghanistan
pas d'argent pour l'armement
justice en Palestine

24 mars >> 8 avril
4^e édition

JEUDI 8 AVRIL
DÈS 20H
5€

CONCERT ANTIGUERRE
THE LOCOS
NOUVELLE FORMATION DE PIP, CHANTEUR DE SKA-P

TSF & Z.I.P.
SKA | JAZZ | REGGAE ZONE D'EXPRESSION POPULAIRE

SALLE DU CAP
UNIVERSITÉ PAUL SABATIER
TOULOUSE

débats
conférences
projections
expos
actions
« POSSIBILITÉS »

CAP

www.foutezleurlapaix.org



PCF MALAISES ET CLARIFICATIONS

Le conseil national du PCF a tiré son bilan des élections régionales. Le défi de marier une alternative à gauche avec la cogestion avec le PS des exécutifs régionaux reste entier.



Paris, 10 janvier 2010. Meeting national de lancement de la campagne pour le Front de gauche. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Les résultats des régionales ont été décevants pour l'ensemble des formations qui se considèrent à la gauche du PS. On en discute au NPA mais aussi au PCF. Après les illusions antérieures sur la «dynamique du Front de gauche» et la possibilité d'«un score à deux chiffres», les résultats sont là : à peu près les mêmes qu'aux régionales de 2004 (là où le PCF n'était pas avec le PS) et qu'aux européennes. Le seul intérêt de l'unité avec le Parti de gauche et d'autres petites organisations est d'avoir freiné la chute continue du PCF et... d'avoir projeté sur la scène médiatique Jean-Luc Mélenchon aux dépens de Marie-George Buffet. Quant au sauvetage des élus sortants, c'est un recul considérable puisque seulement 95 élus sont conservés sur les 178 sortants. Dans son rapport, Pierre Laurent est franc : «Nous ne pouvons banaliser cette perte

d'élus. Ce n'est pas à nos yeux le prix à payer pour notre stratégie. [...] Cela marque une des limites du rassemblement que nous avons pour le moment réussi à construire.» Quels que soient ses débats, la stratégie du PCF reste celle d'un rassemblement majoritaire de toute la gauche pour gouverner les régions comme le pays car il ajoute : «Je veux redire ici que notre ambition politique est clairement la constitution de majorités politiques de gauche autour de projets réellement transformateurs.» Nous avons pensé que, pour réaliser cela, la direction du PCF allait faire des listes communes avec le PS dès le premier tour. Dans les faits, le ralliement au second tour avec d'ailleurs tout bénéfice pour le PS. Ce retard est dû aussi bien à l'existence du NPA qu'à la pression du PG et des militants PCF de plus en plus hostiles à la politique du PS.

Aujourd'hui, dans la quasi-totalité des régions, à l'exception du Nord-Pas-de-Calais et du Limousin, le PCF cogère les exécutifs dans le cadre de la «gauche solidaire». Ainsi les clarifications à gauche s'opèrent plus vite que prévu. La direction du PCF qui avait pris soin de virer de ses listes la plupart des Refondateurs est confrontée à Mélenchon qui, sans rompre l'alliance, cherche en refusant de participer aux exécutifs, des alliés sur sa gauche pour favoriser sa candidature à la présidentielle. Le PCF, très hostile, hésite entre une candidature qui serait marginale ou un ralliement à une candidature unique de la gauche face à Sarkozy qui lui permettrait d'éviter de se compter. Pour compléter le tableau, la plupart des «Communistes unitaires» de la région parisienne viennent de décider de quitter le PCF, certains pour rejoindre la Fasse dont ils étaient déjà plus ou moins

membres. Parmi eux, beaucoup d'élus ou d'anciens comme Patrick Braouezec, Pierre Zarka, François Asensi, Pierre Mansat, Roger Martelli... Ils reconnaissent l'échec de leur travail d'opposition interne mené pendant des années et dénoncent, à juste titre, le sectarisme d'un appareil bureaucratique. Pour eux, ce parti est fini et ne peut plus jouer de rôle dans la construction d'une force unitaire anticapitaliste, d'une «gauche de gauche unie» qui n'existe pas et qui devrait trouver d'autres formes qu'un parti classique. Ils en appellent au débat avec les militants unitaires et anticapitalistes, du PCF, du PS, du NPA et d'Europe Écologie. Mais, pour le moment, il ne se prononcent pas sur les problèmes de fond (programme, stratégie, rapport aux institutions, etc.). Des clarifications souhaitables et nécessaires.

Alain Krivine

À DROITE

SUITE DE LA PAGE 1

SARKOZY a essayé de profiter de sa visite à Obama pour prendre sinon de la hauteur du moins de la distance vis-à-vis de la grogne qui s'exprime de plus en plus ouvertement dans son camp comme des rivalités qui le divisent. Après l'annonce par Villepin de la fondation de son propre mouvement, c'est Juppé qui s'est dit disponible pour l'élection présidentielle alors que, d'ores et déjà, Fillon et Copé sont sur les rangs... Autant dire que Sarkozy a besoin de restaurer son autorité de chef d'État. Sans doute pour se rehausser, sans crainte du ridicule, il a félicité Obama pour sa réforme du système de santé ajoutant : «Ça nous pose des difficultés, ça coûte cher [...] mais on ne peut pas laisser les gens mourir comme ça. L'État ne peut pas se désintéresser de la situation de ceux qui n'ont pas les moyens d'aller à l'hôpital.» Le donneur de leçons ne manque pas de cynisme, lui qui compte bien reprendre l'initiative en engageant une nouvelle bataille contre les droits conquis par les luttes des travailleurs, en particulier les retraites. Car ce sont bien les luttes des travailleurs qui ont imposé aux classes dominantes la Sécurité sociale et les retraites. Et c'est en engageant cette bataille qu'il espère conforter sa «majorité» tout en s'imposant, au nom du dialogue social, à la gauche libérale et syndicale. Mais d'abord, faire taire les critiques et serrer les rangs ! La secrétaire d'État à l'Écologie Chantal Jouanno, qui s'était dite «désespérée» par l'annulation de la taxe carbone, a été vertement remise à sa place. «Le cap, il a été fixé en 2007 et je ne vois rien qui doive le modifier», déclarait le zélé Besson. Ce dont Fillon a cherché à convaincre les 200 parlementaires UMP sur 400 qui s'étaient rendus, lundi 29 mars, au séminaire de recadrage. «Nous allons poursuivre les réformes» et «resserrer, ajuster mais pas changer notre ligne politique» a martelé Fillon pour balayer les doutes. En ligne de mire, les attaques contre les retraites et la lutte contre les déficits. Et, pour faire bonne mesure, Fillon a promis une loi sur le voile intégral allant «le plus loin possible sur la voie de l'interdiction générale dans le respect des principes généraux du droit». Il entend ainsi souligner qu'il ne laissera pas la démagogie xénophobe et raciste au Front national. Là encore, pas de place pour le doute, garder le cap ! Sans aucun doute, Fillon le loyal, en tentant de s'imposer comme le véritable chef et le rassembleur de la majorité en déroute prépare sa propre candidature pour 2012 en prenant la posture de celui qui ne cède pas aux vents contraires. Il veut être celui qui aura conduit la réforme contre les capitulations de cette gauche qui accepte par avance la réforme, sur Valls qui propose un «pacte national». L'heure est pourtant bien à la contre-offensive contre un gouvernement affaibli sans attendre quoi que ce soit d'une alternance électorale dans... deux ans. C'est dès aujourd'hui qu'il faut préparer la riposte en mettant à profit l'affaiblissement du pouvoir. C'est une bataille politique que seuls les travailleurs unis peuvent mener avec leurs propres armes, la grève, les manifestations.

Yvan Lemaitre

et aussi

LA TAXE CARBONE SUPPRIMÉE, LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE RESTE ENTIER. La taxe carbone fait flop et ne sera pas mise en place au 1^{er} juillet, la défaite aux régionales ayant incité Sarkozy à changer de cap. Contrairement aux allégations gouvernementales, le problème ne réside pas dans l'absence d'une taxe carbone au niveau européen, puisque d'autres pays l'ont déjà mise en place. Mais on peut lire dans cette décision les contradictions de l'écologie à la sauce UMP et constater le poids des lobbies industriels. Le retrait du projet de taxe carbone est avant tout une bonne nouvelle pour les contribuables et les salariés sur qui elle devait largement reposer, tandis que nombre d'entreprises pouvaient être exonérées. Mais c'est aussi une nouvelle manifestation du frein mis à toute politique environnementaliste. Le Grenelle de l'environnement avait lancé en grande pompe l'écologie libérale, mais c'est encore trop pour la droite. Au salon de l'agriculture Sarkozy avait annoncé la couleur déclarant à propos des questions d'environnement que ça commençait à bien faire. Quelques

semaines plus tôt, Copenhague avait illustré l'incapacité du gouvernement français, autant que celui des autres États européens ou états-unis, à prendre les engagements nécessaires face à la crise climatique. Concurrence et productivisme continuant de régner en maîtres, rien n'a avancé depuis et les négociations internationales sont au point mort. La taxe carbone retirée, les problèmes restent entiers. Les dernières déclarations de Sarkozy sur la relance industrielle de la France montrent bien qu'aucun changement de cap n'est prévu. Pourtant, en matière énergétique ou de transports, par exemple, la mise en place de nouveaux services publics pour soustraire les ressources aux appétits des spéculateurs et répondre aux besoins de la population nécessite des plans ambitieux, avec un budget conséquent grâce à la taxation des profits des entreprises, notamment les plus polluantes. Il reste à construire les mobilisations pour la justice climatique, dont le sommet de Cochabamba (à partir du 19 avril), à l'appel du président bolivien Evo Morales, est une échéance primordiale.

SARKO : LES PAUVRES, ÇA COMMENCE À BIEN FAIRE ! D'après Frédéric Lefebvre, une réunion de travail devait réunir les députés et sénateurs de la majorité, le 1^{er} avril, pour les faire plancher sur un nouveau mode de scrutin pour les élections présidentielles de 2012. En effet, après la claque des régionales où les milieux populaires se sont détournés des listes de droite, Sarkozy envisage de remettre au goût du jour le scrutin censitaire. Seules les personnes payant l'impôt sur le revenu (environ la moitié des contribuables) auraient le droit de vote. Reste que cela signifie un changement de la Constitution qui implique de convaincre les parlementaires du PS. Ce qui risque d'être moins facile que pour la contre-réforme des retraites.



VISTEON LA LUTTE PAYE

Malgré les menaces qui pèsent sur leurs emplois, les salariés de Visteon ont bloqué la production pendant quatre jours pour leurs salaires.

LE lundi 22 mars, les travailleurs de l'équipementier automobile Visteon (tableaux de bord et équipements intérieurs d'automobiles) des sites de Gondecourt (Nord), de Carvin et Harnes (Pas-de-Calais), se sont mis en grève reconductible à l'appel de l'intersyndicale pour l'augmentation de leurs bas salaires. Feu de palettes, inscription sur la chaussée « Salaires de misère, 5% d'augmentation ou rien », ils ont débrayé massivement, déterminés à arracher 5% d'augmentation et 700 euros de prime de vacances.

Alors que le groupe multinational a réalisé, en pleine crise, 128 millions de dollars de bénéfices en 2009, la direction ne voulait lâcher que des miettes : 1,8% d'augmentation générale pour les ouvriers et 1,6% d'augmentation individuelle pour les cadres. Solidaires, tous les salariés, cadres et non cadres, des trois sites ont donc serré les coudes pour défendre leur dû malgré le chantage à l'emploi du groupe. Le site de Flins-sur-Seine (Yvelines) a en effet fermé, le site de Carvin est menacé et la direction vient d'annoncer son intention de réduire les effectifs de moitié d'ici à 2013. Des licenciements supplémentaires pour doper les profits d'un groupe responsable de huit plans sociaux depuis 2001.

Le blocage de la production pendant quatre jours a entraîné une rupture de stock et l'arrêt des chaînes de montage de l'usine automobile Sevelnord (Nord). La direction a été forcée de lâcher 2,9% d'augmentation générale. C'est encore loin des 5% pour tous mais cela représente, avec les primes (700 euros de prime de vacances et une prime d'intéressement uniforme pour tous), une revalorisation de 4,9%. Même si la victoire est partielle, elle a eu le mérite de rappeler que la lutte peut payer, même chez les sous-traitants de l'automobile frappés par un gigantesque plan de restructuration, notamment quand elle paralyse la production des constructeurs comme Renault qui dépendent de l'approvisionnement continu et quotidien des pièces de la sous-traitance. Un peu plus tôt dans le mois, les 147 salariés de Faurecia à Auchel (Pas-de-Calais) avaient bloqué leur usine pendant neuf jours pour le maintien de tous les emplois jusqu'à 2015 au moins. Faute de tableaux de bord, l'usine Volvo de Gand (Belgique) était sur le point de s'arrêter. La direction a dû céder, là aussi.

Si les salariés de Visteon ont aujourd'hui rangé les palettes et repris le travail, leur grève sonne comme un avertissement. Comme dit l'un d'eux, « au moindre truc, ce ne sera pas dur de se mobiliser ».

Alors que les sous-traitants de l'automobile annoncent 40 000 à 50 000 suppressions d'emplois dans les deux prochaines années, leur lutte vient rappeler qu'il n'y a pas de fatalité, qu'il est possible de changer, par la grève, le rapport de forces.

Raymond Adams



Paris, le 11 mars 2010. Manifestation des personnels de la petite enfance contre les décrets Morano. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)

PAS DE BÉBÉ À LA CONSIGNE, PAS DE SALARIÉES LICENCIÉES!

La crèche privée People and Baby se moque du code du travail. Les salariées qui ont fait grève pour de meilleures conditions de travail et d'accueil des enfants font l'objet d'une procédure de licenciement.

La crèche Giono, à deux pas de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, dans le 13^e arrondissement de Paris, est une structure municipale dont la gestion a été confiée en 2006 à une entreprise privée, People and Baby. Cette entreprise gère à elle seule une soixantaine de crèches et emploie environ 800 salariés. Accompagnant une logique de réduction de leur personnel et de privatisations, ces « délégations de services publics » permettent aux municipalités de se débarrasser à moindre coût de leurs obligations tout en arrondissant au passage les profits d'une petite « start-up » aux méthodes de management expéditives.

Sur le site de People and Baby, les éducatrices qui ont choisi l'externalisation de leur service public de la petite enfance ne s'embarrassent pas de détours dans l'argumentation de leur décision. Coût, rentabilité, souplesse dans la gestion du personnel : le dis-

cours est clair. Il faut faire des économies et déléguer au privé « plus efficace », tant pis si ce sont les salariées, les enfants et les parents qui payent la différence!

À Giono, l'équipe a décidé de réagir face à la dégradation des conditions de travail et d'accueil des enfants : six salariées (sur neuf) ont monté une section syndicale fin 2009. Outre le fait que le droit syndical n'a jamais été respecté (refus d'allouer un local et des panneaux d'affichage, ce qui est pourtant imposé par le code du travail), ces salariées ont essuyé de multiples tentatives de pressions et d'intimidation du patron : sanctions injustifiées, pressions pour faire accepter une rupture conventionnelle de contrat (le fameux licenciement « à l'amiable » mis en place par la loi du 25 juin 2008)... À la suite d'une journée de grève le 1^{er} mars, pour de meilleures conditions de travail et une autre conception des pratiques professionnelles dans la petite enfance,

les grévistes se sont vues dès le lendemain notifier leur mise à pied conservatoire! Celle-ci n'a bien entendu rien à voir avec l'exercice du droit de grève, le motif invoqué étant une « insubordination permanente » et des « manquements aux règles d'hygiène et de sécurité »... prétextes fallacieux, puisque ces problèmes n'avaient pas été évoqués dans de récents entretiens d'évaluation, et qui sera balayé par la médecine du travail, puisque l'employeur est responsable de la sécurité aussi bien des salariées que des enfants! Mais celui-ci ne se sent visiblement pas concerné par le droit du travail, et, le 29 mars, quatre salariées ont reçu un courrier notifiant leur licenciement. Un mouvement de soutien aux salariées de People and Baby se met en place, notamment autour d'un regroupement de parents et d'une inter-syndicale. D'un point de vue juridique, une procédure en référé a été initiée pour rétablir les salariées dans leurs

droits et l'inspection du travail a été saisie. Il faut bien sûr avant tout exiger la réintégration des salariées licenciées. Mais au-delà du respect de leurs droits, la question du développement d'un véritable service public de la petite enfance (qui passe en premier lieu par une remunicipalisation des crèches confiées au privé), financé par les entreprises, pose également celle des droits des femmes, aussi bien dans les quartiers que dans les entreprises et dans les universités : celui-ci est en effet la condition première, pour les mères d'enfants en bas âge, de l'accès au marché du travail!

Après la mobilisation historique du 11 mars, le collectif Pas de bébé à la consigne appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 8 avril dans toute la France, pour le retrait du décret Morano, et pour que la petite enfance ne rime pas avec business!

Romain Hingant

et aussi

PHILIPS: LA LUTTE POUR L'EMPLOI DOIT CONTINUER. La direction a obtenu, lors de la réunion du comité central d'entreprise du lundi 29 mars, l'acceptation par une majorité d'élus des syndicats FO, CFTC, CGE-CGC et CFDT, de la consultation sur le plan de « sauvegarde » de l'emploi. Grave décision car, dès lors qu'un avis, même défavorable, est donné, la direction obtient le feu vert pour fermer le site et procéder aux licenciements. Pourtant, pour la CGT, le PSE est toujours complètement injustifié car il ne mesure la compétitivité du site de Dreux que dans le cadre réduit du secteur « télévision » et non dans le cadre de l'entité globale concernée de Philips France. Pourtant le tribunal de grande instance de Chartres, le 19 février, et la direction départementale du travail avaient confirmé le caractère contestable du PSE. Si celui-ci s'engage, cela va accroître les divisions entre les salariés qui préfèrent partir avec des primes de 54 000 à 73 000 euros brut, obtenues par la lutte, et ceux qui, comme le syndicat CGT, veulent obtenir le maintien d'une activité industrielle sur le site.

BESSON SE VEUX. À la suite de la chronique de Stéphane Guillon sur France Inter, Éric Besson, ministre de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale, déclare que « Guillon est un lâche » et qu'il a tenu « des propos de facho mal déguisés sous un look bobo ». Il est vrai que Besson, en tant qu'expulseur officiel de sans-papiers fait preuve d'un courage sans borne, en rencontrant régulièrement les « candidats » aux charters... Quant aux propos de facho, Besson n'en tient jamais, les actes sont bien plus efficaces. Après les excuses présentées par Jean-Luc Hees concernant les critiques de l'humoriste sur le physique du ministre, on peut y voir une menace certaine pour la liberté d'expression. Bref, un buzz de plus qui ne fera pas oublier que le centre de rétention du Mesnil-Amélot est sur le point d'ouvrir ses portes... grâce à Besson.

CONTRETEMPS, REVUE DE CRITIQUE COMMUNISTE. Dans ce numéro, hommage de *ContreTemps*, revue qu'il a fondée et dirigée jusqu'ici, est publié un texte profond et inédit de Daniel Bensaïd,

Blessures et travaux de mémoire. À mi-mandat, Francis Sittel interroge la relation, moins évidente qu'il paraît, entre Sarkozy, le sarkozysme et la droite. Où en sont la classe ouvrière, le salariat, le syndicalisme? Ce vaste chantier est exploré par Louis-Marie Barnier, Lisbeth Sal, Henry Clément, Anne Moyrand et René Mouriaux. Daniel Tanuro dresse le bilan du sommet de Copenhague et en dessine les enjeux. Le drame de l'amiante, analysé par Laurent Vogel, illustre cruellement la logique infernale du profit qui fonde le capitalisme. « Mille marxismes » accueille dans ce numéro une étude de Luc Vincenti sur deux ouvrages récents de Franck Fischbach. Bruno Bosteels nous livre ses réflexions sur le livre de José Revueltas, *Los errores*, et plus généralement sur marxisme et mélodrame. Francisco Alambert évoque, lui, la figure de Mário Pedrosa et Thierry Labica nous dit notre « besoin de Raymond Williams ». Olivier Neveux avec Jacques Rancière, nous alerte : « Tant pis pour les gens fatigués. » *ContreTemps* est en vente à La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris et sur abonnement.



Nos emplois, pas leurs profits!

CONTINENTAL : NE RIEN LÂCHER. Les liquidateurs d'emplois de Continental ne lâchent jamais. Malgré le désaveu que leur a opposé la justice, malgré le soutien apporté par des milliers de travailleurs dans tout le pays, les patrons de Continental s'acharnent sur les salariés qu'ils ont jetés à la rue. Le 24 mars, la direction du groupe a adressé un courrier à 600 salariés leur proposant un emploi à Bizerte en Tunisie pour 260 dinars, c'est-à-dire 137 euros pour des postes de travail en 3x8. La direction reconnaît que ces salaires, bien que correspondant à la norme tunisienne, sont « largement inférieurs aux minima en vigueur au sein de Continental France ». Mais ce courrier n'est pas le plus dangereux. Dans le même temps, l'inspection du travail valide les motifs économiques de la fermeture du site et la direction du groupe convoque un comité central d'entreprise pour consultation sur le PSE. Il s'agit de préparer le terrain juridique contre les salariés qui attaqueraient les motifs économiques de leur licenciement devant les prud'hommes. Raisons de plus, avec ces

provocations scandaleuses pour nous mobiliser le 7 avril devant le tribunal de Compiègne où, le pouvoir pourrait bien tenter de faire payer la note de la prétendue casse de la sous-préfecture.

LES GOODYEAR CONTINUENT DE DÉFENDRE LEUR EMPLOI. Nous étions près de 300, ce mardi 30 mars, devant le tribunal de commerce de Nanterre aux côtés des Goodyear, avec les Conti, des salariés du quartier et de la région d'Amiens. La direction, malgré les décisions de justice, tente de démanteler le site en liquidant petit à petit des productions et en faisant pression sur les salariés pour qu'ils partent écourtés. Menaces, courriers d'intimidation, refus du droit de retrait, tout est bon. La CGT demande la nomination d'un administrateur provisoire et la suspension des conventions contribuant au démantèlement. Le président du tribunal, en proposant la nomination d'un médiateur a donné huit jours aux deux parties pour en accepter le principe.

De l'argent, il y en a!

La RATP a dégagé en 2009 un bénéfice net en hausse de 29,4% à 182,8 millions d'euros grâce à des recettes exceptionnelles, dans un contexte de baisse de la fréquentation de 0,8%. Avec de tels bénéfices sans compter ceux de la SNCF, la gratuité des transports publics est toujours d'actualité. Mesure qui coûterait 1,5 milliard d'euros soit 20% du budget total des transports dans la région Île-de France et pourrait être réalisée en portant de 50% à 100% la contribution patronale pour les déplacements domicile-travail et en prenant sur les 20 milliards d'euros que Sarkozy veut consacrer au Grand Paris.

APRÈS LE 23 MARS, CONSTRUIRE LA MOBILISATION

BIEN que venant deux jours après le deuxième tour des régionales, la journée d'action du 23 mars a été un succès.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris, plusieurs centaines de milliers dans l'ensemble du pays. De nombreux débrayages et grèves, notamment dans les grandes entreprises du privé, dans l'Éducation nationale, à la poste, à la SNCF, la RATP et les transports urbains de province.

Presque partout la CGT constituait la plus grande partie des cortèges avec une présence significative de la FSU et Solidaires. Et, surtout, une grande diversité de colères. Suppressions de postes et conditions de travail mobilisent dans la fonction publique. Salaires et conditions de travail pour les salariés des transports en y ajoutant les fermetures de sites pour des milliers de travailleurs du privé. La question des retraites étant finalement le concentré des attaques contre les travailleurs : de meilleurs salaires, des emplois pour tous et toutes, de meilleures conditions de travail sont les vraies solutions au financement des retraites.

Cela n'a pas arrêté les ardeurs contre-réformatrices du gouvernement et du patronat. Dans la foulée on apprenait que le Medef avait commandé une étude au COR sur les effets de l'allongement des cotisations à 45 annuités et le report de l'âge légal de départ à 65 ans et l'âge de départ sans décote à 70 ans ! Le représentant de la CGT, au plus fort de sa colère, a déclaré ne pas avaliser de telles propositions. Les organisations syndicales auraient pu en profiter pour arrêter de cautionner ces justifications de la contre-réforme et quitter ce COR décidément mal embouché !

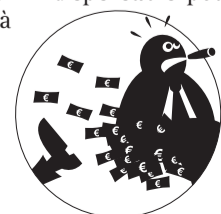
Autre grand « acteur » patronal, l'UIMM (patrons de la métallurgie) confirme ses revendications : un premier étage financé par l'impôt, pour « tous ceux que les accidents de la vie (maladie, chômage, précarité), pénalisent dans leur droit à pension » ! Un deuxième étage d'assurance-vieillesse, financé par les cotisations et un troisième étage consistant « en un complément facultatif d'épargne personnelle, voie que l'État se doit d'encourager ».

Le nouveau ministre parle d'équité, mais surtout réfléchit au niveau où placer les différents curseurs (annuités, âge légal, cotisations) pour ne pas fâcher trop de monde en même temps comme un vulgaire Juppé.

Quant au Parti socialiste, il a repris l'initiative, dans le mauvais sens, avec François Hollande qui estime qu'il faut : « une réforme des retraites... faire en sorte qu'il n'y ait pas d'impayés pour les générations qui viennent ou que nous soyons obligés d'emprunter... sans doute faut-il allonger la durée des cotisations à mesure que l'espérance de vie s'allonge ». Mais, « on peut très bien, tous les cinq ans, regarder ce qu'est l'espérance de vie et la pénibilité pour les métiers - parce que ça change - et puis on fixe des règles qui s'appliquent en fonction de la durée de vie ».

Au final tous s'accordent pour nous faire travailler plus et toucher moins de pension. À nous d'imposer nos solutions : un emploi et plus de salaires pour toutes et tous. Et, pour cela, ne pas attendre le 1^{er} Mai pour construire la mobilisation indispensable pour stopper ce gouvernement déjà défait dans les urnes.

Robert Pelletier



LES POSTIERS DE BÉDARIEUX ET DE LA GRANDE-MOTTE CHOISISSENT LA LUTTE

Depuis le 24 mars, les personnels de la poste de Bédarieux sont en grève pour s'opposer aux effets dans leurs bureaux de la privatisation de la poste qui se traduit par une forte dégradation de leurs conditions de travail et du service public.

Dans l'Hérault, le personnel de la poste des Hauts-Cantons est en grève illimitée depuis le 24 mars, et pourrait être rejoint par celui de La Grande-Motte si ses revendications ne sont pas satisfaites. Ils demandent principalement :
- la titularisation de CDD pour combler les postes vacants (cinq à Bédarieux et trois dans les autres bureaux) ;
- la suppression des semaines de sécabilité consistant à répartir deux tournées du centre-ville entre les autres facteurs afin d'économiser des agents remplaçants ;
- le maintien de l'horaire de prise de service qui devrait être retardé d'une heure pour faciliter la mécanisation du tri, ce qui amènerait les facteurs à distribuer et à collecter le courrier de plus en plus tard. Le courrier risquerait de ne plus partir le jour même. Les postiers de Bédarieux avaient obtenu satisfaction sur leurs revendications, en 2007, dont certaines particulièrement honteuses pour la direction qui donnait la tournée la plus difficile à une factrice handicapée par un accident du travail afin qu'elle démissionne. Depuis, La Poste a fait plus que reprendre ce qui avait été acquis après seize jours de luttes marqués par un soutien financier et matériel très important de la population et des commerçants exaspérés par la dégradation du service postal. La plateforme de Bédarieux (qui comprend les bureaux de Bédarieux, Lamalou-lès-Bains, Olargues, Saint-Gervais et Le Bousquet-d'Orb) affichait, en 2009, un bénéfice de 15 000 euros qui iront rejoindre les 530 millions d'euros réalisés officiellement par l'entreprise capitaliste La Poste au niveau national, dont seuls des privilégiés verront la couleur. L'ancien service public postal est divisé en quatre branches :

courrier, colis, services financiers et services transversaux (une forme de coordination provisoirement inévitable), ce qui favorise un contrôle fin de la productivité et divise le personnel.

La Poste va bénéficier d'une injection d'argent public de 2,7 milliards d'euros de la part de l'État et de la Caisse des dépôts et consignations. La rentabilisation des services s'accélère avec la poursuite de l'allègement de la présence en milieu rural, en dépit de l'obligation européenne de maintenir 17 000 points de contact sur le territoire. La direction « dégraisse » l'ex-service public en comprimant les emplois. Elle va profiter des capitaux de l'État pour moderniser son équipement et le rendre compétitif avant de lancer l'entreprise La Poste dans la jungle capitaliste.

Cette politique a des incidences violentes pour les personnels qui refusent entre autres les « semaines de sécabilité » consistant à diviser les tournées des agents de sorte que les titulaires redeviennent des remplaçants deux jours par semaine et vingt-deux semaines par an. Certaines mesures comme par exemple l'organisation des « semaines de sécabilité » ne servent qu'à perturber gravement et alourdir le travail des agents pour réaliser une économie très discutée et marginale. La Poste prépare ainsi, à sa façon, la disparition des employés titulaires pour s'acheminer vers un parc de salariés corvéables et licenciés à merci sans protection sociale. Pour accélérer la casse du ser-



Paris, 28 novembre 2009. Facteurs pendant la manifestation contre la privatisation de la poste. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JÉRÉMIE WACH-CHASTEL)

vice public et activer la concurrence, des administrations comme les préfectures utilisent les services de la Deutsche Post pour le traitement des plis ! Des situations inconnues dans le passé apparaissent, comme le surmenage d'un nombre grandissant d'agents avec des personnes qui ne supportent plus la charge de travail. Les tensions sont perceptibles chez tout le personnel et les usagers pâtissent aussi de ces désordres voulus.

De nombreuses grèves locales

des postiers se déroulent sans jamais d'appels à la grève générale par les syndicats. Souvent leurs sites départementaux tiennent à peine compte des luttes voisines.

C'est dans ce contexte que les postiers de Bédarieux entament leur grève avec la volonté d'obtenir complète satisfaction de leurs revendications.

Yves Dachy

UNION EUR LES RAISONS

La crise franchit une nouvelle étape. Après avoir organisé l'endettement des États, les classes dirigeantes en profitent pour renforcer les politiques d'austérité.

Arguant du niveau du déficit public grec (12,7% du PIB en 2009), spéculateurs et agences de notation exigent un « *ferme engagement politique* ». Les dirigeants s'empressent de les rassurer en préparant des programmes réactionnaires : gel des salaires et des pensions, hausse de la TVA, remplacement d'un fonctionnaire sur cinq, etc. La violence des attaques est inouïe. Le véritable objectif du sommet de Bruxelles était de se mettre d'accord sur les moyens d'imposer un tel programme. Mais comment l'Union européenne en est-elle arrivée là ?



LES CAUSES DE L'ENDETTEMENT

En 1986, avec l'Acte unique, la priorité absolue est accordée à la concurrence, la libre circulation des capitaux et la préparation de la monnaie unique. Les critères du traité de Maastricht (1992) sont supposés assurer la convergence des économies de la zone. Et pour compenser les effets sociaux de la concurrence, il est décidé d'augmenter les fonds versés aux États les plus pauvres (Irlande, Grèce, Portugal et Espagne) pour assurer la « cohésion économique et sociale ». Mais ce mécanisme européen est illusoire. Entre 1988 et 1998, le ratio entre le PIB des 25% de régions les plus riches et celui des 25% les moins riches est demeuré constant. Les inégalités n'ont pas diminué. Le budget fédéral européen dépasse à peine 1% du PIB (celui des USA s'élève à 20%). Et les moyens consacrés aux nouvelles adhé-

sions sont ridicules. Surtout, la logique prédominante est celle de la concurrence commerciale, sociale et fiscale. Les économies européennes sont demeurées dans des dynamiques divergentes. Tandis que les prix augmentaient de 46% en Grèce entre 1997 et 2009, l'évolution était de 19% en Allemagne. Ces deux pays ont pourtant la même monnaie, l'euro, et donc un même taux d'intérêt fixé par la Banque centrale européenne (BCE) en fonction de l'inflation moyenne. Dans les États où l'inflation était la plus forte, le faible taux d'intérêt incitait à l'emprunt. En Grèce, c'est l'État qui s'est massivement endetté. En Irlande, en Espagne et au Portugal, c'est l'endettement privé qui atteint des niveaux très élevés.

L'HYPOCRISIE DES DIRIGEANTS

La Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal ont vu leur déficit commercial se creuser. Tout cela n'a rien de nouveau. C'est même ce qui a permis pendant des années aux capitalistes allemands d'exporter massivement une production qui ne pouvait pas être écoulée en Allemagne du fait de l'austérité salariale. Le *Financial Times* le reconnaît : « *en raison des excédents structurels du secteur privé et des comptes courants de l'Allemagne, il est quasiment impossible que ses voisins puissent résorber leur déficit budgétaire, sauf s'ils sont*

prêts à supporter un ralentissement durable de leurs économies... la demande intérieure déficiente de l'Allemagne ne peut être universalisée ». Plus simplement : tous les pays ne peuvent être exportateurs nets. Les déclarations de Merkel et Sarkozy sont hypocrites et tentent seulement de masquer l'échec de l'Union européenne (UE). Les pays aujourd'hui montrés du doigt sont précisément ceux qui devaient bénéficier de l'aide de l'UE parce que leur PIB par habitant était très inférieur à la moyenne communautaire.

LA DETTE: UN PROBLÈME ?

La dette publique n'est pas problématique en elle-même. Si elle résulte d'une hausse des dépenses publiques d'infrastructures, d'éducation ou de santé, et si les intérêts ne sont pas exorbitants, la dette est même souhaitable ! Mais la dette accumulée dans la dernière période ne remplit pas ces conditions. En Grèce, elle provient notamment de l'absence d'un système de perception d'impôts efficace, et de la collusion entre la bourgeoisie grecque et de grandes banques. La Grèce paye des intérêts très élevés. En France, la part des dépenses publiques dans le PIB a culminé en 1996 et oscille depuis à un niveau inférieur. Pourtant, la part de la dette publique dans le PIB n'a pas cessé d'augmenter. Comment est-ce possible ? Cela signifie simple-

ment que l'envolée de la dette est imputable à la baisse des recettes. Rien qu'en 2008, les niches fiscales constituaient un manque à gagner de 73 milliards d'euros¹. Quant à la facture des réductions de cotisations sociales, on sait qu'elle s'élève à 42 milliards pour 2009². Ce sont ces privilèges qui creusent la dette. Au lieu de payer l'impôt, des rentiers prêtent à l'État. En 2008, celui-ci leur a versé 54,6 milliards d'euros d'intérêts. Il faut que cela cesse, et ce n'est pas de Bercy ni de Bruxelles que viendra la solution.

1. Rapport de la Commission des finances, de l'économie et du plan de l'Assemblée nationale.
2. Rapport de la Commission des finances du Sénat.



iments

ROPÉENNE : DE LA CRISE



ISLANDE

À l'automne 2008, le système bancaire islandais s'écroule. Les trois plus grandes banques, qui avaient été privatisées en 2003, sont renationalisées. Qui va payer leurs dettes? Les gouvernements britanniques et néerlandais indemnisent leurs ressortissants et exigent que les contribuables islandais, déjà touchés par la montée du chômage, payent l'addition. Soit 12000 euros par habitant! L'UE exerce alors un chantage sur la demande d'adhésion déposée par l'Islande. Le Parlement islandais cède, en votant la loi Icesave. Le Fonds monétaire international (FMI) est satisfait et les agences de notation

accordent une bonne note à l'État islandais. Pour faire entendre son refus, la population organise alors des manifestations inédites depuis un demi-siècle et impose un référendum. Le 6 mars 2010, la loi Icesave est rejetée par 93% des votants. Contrairement à ce que disent les lobbies financiers, il ne s'agit pas de reporter le coût de la crise sur des « contribuables étrangers » mais de placer les financiers et leurs représentants face à leur propre responsabilité. Qu'ils soient islandais, britanniques ou néerlandais, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise!

GRÈCE

Gel des salaires dans le secteur public, suppression des primes, recul de deux ans de l'âge de départ à la retraite, telles sont les mesures décidées par le gouvernement « socialiste » de Papandréou, prenant prétexte de la dette publique. Des choix lourds de sens. Rappelons qu'avec plus de 2,8% de son PIB consacré à l'armement, la Grèce est la championne des dépenses militaires. Les travailleurs ont répliqué par la grève. La Grèce nous donne un avant-goût du

problème auquel tous les travailleurs européens seront bientôt confrontés : face à l'offensive des banquiers et de leurs représentants, seule une forte mobilisation sociale peut bousculer les règles du jeu. Mais pour être à la hauteur des enjeux, il faut aller vers la construction d'un front de résistance coordonné en Europe. Car de mauvais coups se préparent partout. Le gouvernement « socialiste » portugais annonce déjà des privatisations massives.

LEURS SOLUTIONS ET LES NÔTRES

La Banque centrale européenne a renfloué les banques privées en difficulté, mais le traité de Lisbonne lui interdit de faire de même avec un État membre! C'est donc auprès des autres pays de l'UE que la Grèce va emprunter de quoi rembourser ses créanciers (parmi lesquels... des banques). Le seul enjeu du sommet de Bruxelles du 25 mars était de savoir si, pour imposer un plan d'austérité à la population grecque, la bourgeoisie européenne allait s'appuyer sur le FMI. La répartition des rôles a été actée : le FMI jouera celui du « méchant flic » et l'UE celui du « bon policier ». Et leurs recettes ne feront qu'aggraver la crise et monter le chômage. Car ils refusent de taxer le capital. Celui des riches armateurs, de l'Église orthodoxe (exonérée d'impôt), des banques, etc. Mais c'est à l'échelle européenne qu'il faut instaurer cette taxation.

Face à l'endettement privé, il faut arracher des hausses salariales. Face au chômage, il faut imposer le partage du temps de travail. Face à la crise, notre solution est le contrôle social des banques et des entreprises.



BIRMANIE ALCATEL COMPLICE

Une filiale chinoise d'Alcatel-Lucent aide la junte militaire birmane à constituer un réseau pour contrôler les communications et Internet.

POUR asseoir son pouvoir et perpétuer son enrichissement, la junte birmane n'a jamais lésiné à contrôler la population et réprimer, comme l'a révélé le documentaire de Paul Moreira (diffusé le 26 mars sur Canal +). Lors de la «révolution de safran», en septembre 2007, des blogueurs ou de simples citoyens ont utilisé Internet pour poster photos et vidéos attestant de la brutalité de la répression. Cela a permis d'amplifier la réprobation et les pressions contre la junte. Depuis, elle a tout mis en œuvre pour contrôler Internet. Les cybercafés doivent maintenant comptabiliser l'ensemble de leurs usagers et la junte prévoit de délivrer des certificats numériques à tous les internautes. Les autorités veulent pouvoir contrôler les communications, en particulier les sites Internet, et pouvoir les bloquer. Dans ce but, le gouvernement a entrepris de fonder Yadanabon, une cyberville de 50 hectares, qui lui permettra de centraliser et contrôler l'ensemble des moyens de communication du pays.

Le journal officiel, *The New Light of Myanmar*, relate que trois compagnies étrangères, Alcatel-Lucent Shanghai Bell, ZTE (Chine) et Cboss (Russie), contribuent à ce projet qui devrait coûter 22 millions de dollars. Alcatel, par le biais de sa filiale chinoise Alcatel-Lucent Shanghai Bell, a participé à la construction d'une autoroute de l'information. Or, Alcatel a fourni aux autorités chinoises un système d'interception intégré qui permet l'écoute et la surveillance de toutes les communications électroniques. Malgré les dénégations des représentants d'Alcatel, il est très probable que Shanghai Bell ait fait profiter le régime birman de ce précieux système de répression et de surveillance. Une situation dramatique lorsque l'on sait qu'en Birmanie le régime est le seul fournisseur d'accès et que les internautes qui partagent des informations jugées «sensibles ou subversives» encourrent sept à quinze ans de prison.

L'argument d'Alcatel selon lequel, pour la Birmanie, «l'amélioration des infrastructures de communication est à même [...] de contribuer à son évolution vers la démocratie» est un mensonge qui sert à masquer des investissements juteux moralement condamnables. Aucun progrès politique n'a jamais accompagné les investissements des multinationales en Birmanie. Ils ont par contre favorisé l'enrichissement phénoménal des généraux et leur maintien au pouvoir. Le seul langage que comprenne le régime birman est celui des sanctions, en particulier l'interdiction d'investir dans les secteurs les plus lucratifs pour la junte (bois rares, pierres précieuses, minerais, pétrole et gaz).

Depuis 1962, la Birmanie est asservie par l'une des dictatures les plus répressives du monde. La junte militaire au pouvoir doit essentiellement sa survie aux investissements mirobolants faits dans le pays par des États peu regardants comme l'Inde, la Chine et la Thaïlande et par des multinationales comme Total et Chevron.

Danielle Sabai

ÉTATS-UNIS LA FAUSSE RÉFORME DE LA SANTÉ

La réforme de l'assurance maladie d'Obama a finalement été votée par le Congrès malgré la résistance acharnée des républicains. Hypervalorisée par certains comme un « tournant historique », elle est pourtant loin de la promesse faite d'offrir un système de santé de qualité à tous.

SARAH PALIN CONTRE LA RÉFORME SANTÉ



Aujourd'hui, 46 millions d'Américains sont dépourvus d'assurance santé. Avec la nouvelle loi, à partir de 2014, l'adhésion à une assurance maladie deviendra obligatoire pour 32 millions de salariés supplémentaires, aidés par une subvention publique. C'est un progrès pour eux mais la réforme est loin des promesses du candidat Obama qui a édulcoré son projet pour essayer, en vain, d'obtenir l'assentiment des conservateurs. Un des aspects majeurs de la réforme a été la bataille contre la prédominance des assurances privées. Le projet initial prévoyait de créer une assurance publique qui aurait concurrencé les assurances privées en les forçant à baisser leurs tarifs. Mais, face aux lobbies de l'industrie de la santé, il y a très vite renoncé. Il n'y aura pas d'assurance

publique et les assureurs privés vont pouvoir profiter à plein de l'arrivée de millions de nouveaux assurés aidés par des fonds publics. Les assurances feront passer des tests aux nouveaux arrivants et ceux présentant des risques (hypertension, cholestérol, diabète, etc.) pourront voir le montant de leur assurance doubler. Les assureurs garderont le contrôle de ce qu'ils garantissent et beaucoup d'assurés, une fois malades, s'apercevront qu'ils ne sont pas couverts pour la maladie qui les touche et continueront de se ruiner pour se faire soigner. Le nouveau système sera très coûteux pour les contribuables aux revenus moyens (9,5% de leurs revenus), leur offrant une couverture restreinte (70%) et il continuera d'enrichir l'industrie privée de la santé. Pour faire passer la loi, Obama a aussi dû accepter qu'aucun fonds public ne finance l'IVG. 20 millions de personnes ne seront toujours

pas assurées, si l'on compte les sans-papiers, ce qui correspond à 23 000 décès évitables par an. La réforme contient quelques mesures positives comme l'augmentation du financement des centres de santé et du système public Medicaid réservé aux plus pauvres mais celles-ci restent insuffisantes. Les républicains et l'extrême droite ont mené une offensive virulente pour bloquer la loi, n'hésitant pas à caricaturer Obama comme un «socialiste» (un gros mot aux États-Unis), un ennemi intérieur, un raciste, Hitler, ou même l'Antéchrist annonçant la fin du monde. Le système de santé américain, entièrement privé et fonctionnant sur la base du seul profit, n'est pourtant pas remis en cause. Comme le disent des médecins progressistes, on a donné de l'aspirine pour traiter un cancer. Les lobbies d'assurances et pharmaceutiques ont été ré-

compensés de leurs efforts avec une loi qui protège leurs intérêts. Obama n'a pas tenu sa promesse de s'attaquer aux intérêts privés alors que son électorat se serait mobilisé s'il l'avait fait. Les organisations de gauche, comme le syndicat des infirmières ou des associations de médecins, ont fait campagne pour remplacer le système des assurances privées par un système national d'assurance publique unique, basé sur l'extension et l'amélioration du système Medicare, actuellement en vigueur pour les personnes âgées. Ils n'ont pas gagné mais ont su se faire entendre. Les sondages montrent que deux tiers des Américains et 59% des médecins soutiennent cette approche. Un bon point de départ dans la lutte qui continue pour imposer une vraie réforme.

Jacques Radcliff

et aussi

RUSSIE: SAUVONS VALENTIN OUROUSOV. La vie du syndicaliste Valentin Ourousov, en prison depuis plus d'un an, est en danger. Il est atteint d'une maladie rénale qui a nécessité son hospitalisation pour être aussitôt renvoyé en cellule où il est harcelé par l'administration pénitentiaire. Valentin est détenu pour avoir fondé un syndicat indépendant dans l'entreprise Alrosa (République de Sakha, en Sibérie occidentale), premier extracteur de diamants au monde. Ce syndicat regroupe un millier de membres. En septembre 2008, aussitôt après que le syndicat a déposé sa liste de revendications, Valentin a été arrêté pour « détention de narcotiques » que les policiers, selon un vieux procédé, lui ont fourré dans les poches au moment de son interpellation. Valentin a été condamné à six ans de prison. La direction d'Alrosa a décapité le syndicat en licenciant tous ses responsables, les faisant inscrire sur une liste noire pour les empêcher de trouver du travail. Des délégations de syndicalistes français et allemands sont intervenues

auprès des ambassades de Russie pour soutenir Valentin. Pour sauver Valentin Ourousov, signez l'appel disponible sur www.europe-solidaire.org, rubrique « Résistances sociales ».

SEMAINE ANTICOLONIALE. Succès encourageant pour l'édition 2010 de la Semaine anticoloniale. Diverses, les initiatives ont toutes su trouver leur public. Le salon du livre anticolonial a salué l'œuvre de Claude Liauzu, mort en 2007, en primant son ouvrage *Colonisations, migrations, racisme, histoires d'un passeur de civilisations* (éditions Syllepse). Ce chercheur, militant de l'antiracisme, fait figure de précurseur, et ses analyses sur la formation des identités collectives sont d'une acuité toujours prégnante. Les auditions au squat Jeudi noir de la place des Vosges, ont vu se succéder nombre d'historiens de renom pour établir le lien entre identité nationale et identité coloniale. Le Colloque des peuples colonisés d'outre-mer a fait tomber le masque de la coopération française et consolidé les points

de convergence entre Kanaky, Guadeloupe, Haïti et Comores, illustré par les pratiques coloniales à Mayotte. L'association Vérité et Justice pour Fahrath Hached a remis dans l'actualité l'assassinat en 1952 de ce dirigeant du mouvement national tunisien, fondateur de l'UGTT, perpétré par une organisation secrète liée au gouvernement français de l'époque. Un dépôt de plainte a pu être fait au mois de mars. Point d'orgue de la semaine, la manifestation a réuni 6000 personnes. Le prix du colonialiste de l'année été décerné à Éric Besson mais il y avait beaucoup d'autres sélectionnés comme l'Otan, Bolloré, Guéant, Netanyahu. Grosse frustration, l'annulation in extremis du Salon anticolonial, en raison du revirement brutal aux motifs obscurs de la Mairie de Paris, sur sa parole de mettre le Palais Brongniart à disposition. Pour renforcer la dynamique de la Semaine, un réseau d'échange et de réflexion, Sortir du colonialisme, est en phase de structuration. Son but sera d'impulser et de coordonner le combat contre le colonialisme et la recolonisation.



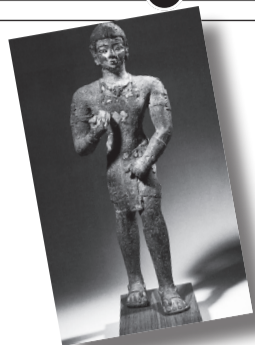
LIVRES

LUISA/Marie-Claude Roulet

ÉDITIONS LE TEMPS QU'IL FAIT/15 EUROS

Marie-Claude Roulet nous livre 96 pages dans lesquelles il est question, entre autres, de liberté. Son style alerte et concis laisse néanmoins toute sa place à une réelle subtilité dans la peinture de comportements faussement anodins et superficiels d'une réalité plus complexe qu'il n'y paraît. Luisa, dont on partage les angoisses initiales devant sa situation de servante, nous fait aussi partager l'épanouissement de son choix, de sa liberté, dans le contexte de la société française des années 1960, du traumatisme post-Algérie et le sectarisme ante-1968. Des choix qui étonnent et imposent le respect, une impression durable d'évidence.

Catherine Segala



EXPOS

MÉROË, UN EMPIRE SUR LE NIL/Louvre

C'est une petite et séduisante exposition, consacrée surtout à des objets, des images ou des textes explicatifs. Bien sûr on reste sur sa faim, en face des masses de données dont nous disposons sur l'ancienne Égypte. Cet empire, qui régna quelques siècles juste avant l'ère chrétienne, sur la région du Haut-Nil (aujourd'hui dans le Soudan) est bien sûr influencé par le grand voisin, mais présente des traits originaux : il y eut, semble-t-il, des pharaons noirs, au moins à l'époque de sa fondation, et le pouvoir fut souvent exercé par des femmes. Devant ce mélange de mystère (rareté des traces, écriture encore non déchiffrée) et de familiarité (la parenté avec l'Égypte) on pense à ce qu'est notre connaissance de l'ancien peuple étrusque, voisin méconnu des Romains. C'est une fascination proche, qu'exercent sur nous ces mystérieux visages sculptés...

Paul Louis Thirard



DVD

TU N'AIMERAS POINT/Haim Tabakman/FRANCE TÉLÉVISIONS

Le septième art a abordé progressivement la question de l'homosexualité masculine de 1001 façons. Toutefois ce film ose un nouveau regard inattendu. Il faut en effet de l'audace pour implanter une telle histoire d'amour dans le milieu juif orthodoxe. Il ne s'agit pas ici de chercher le scandale par quête du paradoxique narratif, mais au contraire de souligner l'extrême complexité des situations en les confrontant à un cadre de vie puissamment normatif et coercitif, notamment sur la questions des mœurs. L'exotisme du contexte n'occulte donc en rien la très grande qualité du propos cinématographique, qui parvient à rendre crédible l'improbable sans caricaturer les personnages. Une preuve supplémentaire de la très grande vitalité actuelle du cinéma israélien.

King Martov



CINÉMA

SOUL KITCHEN/Fatih Akin

Zinos tiens un restaurant à Hambourg, cuisine snack, concerts, dans une ambiance populaire. Une copine qui part à Shanghai, un frère sortant de prison, l'Urssaf et l'hygiène qui demandent des comptes, un ancien camarade de classe devenu mafieux et enfin une hernie discale suffiront à bouleverser la vie de notre personnage. Ces petits bouleversements qui s'enchaînent à un rythme soutenu, ne tombent évidemment jamais dans le drame puisque Fatih Akin (réalisateur de *Head on* et *De l'autre côté*) s'essaye ici à la comédie avec brio et une grande jubilation pour nous spectateurs, sans en oublier une certaine satire sociale. Birol Ünel, l'acteur de *Head on*, en cuisinier caractériel et acariâtre nous surprend encore et nous fait regretter sa trop rare présence sur les toiles des cinés. Soul et cuisine composent un met bien agréable qui vous délectera.

Thibault Blondin



www.lejim.info

JIM est un site d'information indépendant, rigoureux, engagé et à vocation populaire, animé par six Belges dont c'est la première aventure journalistique. Pourquoi la création de ce site? Parce que face au conformisme médiatique et à la pauvreté de l'analyse des mass media, l'équipe de JIM a souhaité apporter sa contribution en revendiquant son indépendance dans un esprit d'«*autodéfense intellectuelle*» en assumant un regard engagé et critique de l'information. Les billets postés se veulent des éclairages et des positionnements en réaction à l'actualité.

resistons.lautre.net

Ce réseau internet est un outil de débat et d'information sur la politique sécuritaire et les violences policières ainsi que sur l'ensemble des initiatives, actions, manifestations, expériences organisant la résistance dans ce domaine. Mettant en lumière les informations passées à la trappe, ce réseau vise à recenser meurtres et tabassages provoqués par les forces de police avec, sous-jacente, la militarisation des quartiers populaires. Ce site se veut un espace de socialisation et de circulation des expériences et des initiatives menées. Géré par des membres volontaires, à tour de rôle, ce réseau est ouvert à tous ceux et celles qui partagent l'envie de résister ensemble.

EXPO LES CISEAUX D'ERRÓ COUPENT TOUJOURS

Sous le titre «*Erró, 50 ans de collages*», le centre Pompidou présente à Paris jusqu'au 24 mai une soixantaine d'œuvres reçues en don de ce peintre généreux, jovial et critique, pour qui les ciseaux passent avant les brosses et les pinceaux.

De son Islande natale, Erró (né Gudmundur Gudmundsson en 1932) a certainement gardé une prédilection pour les récits fantastiques mêlant terreur et burlesque, à la façon des meilleurs contes de fées. Aussi devint-il très vite l'un des artistes les plus remarquables de la «*figuration narrative*», mouvement que la suite de son œuvre, internationalement connue depuis plusieurs décennies, a réussi à prolonger jusqu'à aujourd'hui. La part d'enfance trouve à s'y combiner avec une critique rageuse du monde contemporain tel que le représentent les images de toutes sortes qui s'y trouvent diffusées, souvent à titre d'auxiliaires du «*maintien de l'ordre*». De ces images, ses ciseaux font des cartes qu'il va rebattre et disposer selon des règles variables, mais comparables à celles des jeux de «*patience*» ou de «*réussite*». Une fois la partie gagnée et le collage fixé, le peintre peut s'attacher à le transposer sur la toile, comme manifeste contre l'ordre établi. C'est ainsi qu'Erró crée ses tableaux depuis le début des années 1960, non par facilité ou paresse – car il avait assimilé auparavant les techniques les plus subtiles de la peinture classique –, mais par rejet de tout ce qu'est l'art aujourd'hui, une véritable «*Église*». Il s'en est moqué dans une œuvre récente, *La crucifixion de l'artiste* (2000), figure autour de laquelle s'empiffre et se rengorge tout un gras clergé de galeristes, de conservateurs et de marchands. «*Détruire tout ce qui existe en peinture*» (Miró), «*aller au-delà de la peinture*» (Ernst), faire du tableau non plus «*une somme d'additions*» mais «*une somme de destructions*» (Picasso), en finir avec «*la bêtise rétinienne*» (Duchamp), on voit comment, par son entêtement à s'en tenir à la technique du collage, Erró s'inscrit toujours dans ce plan de guerre surréaliste. D'ailleurs, insiste-t-il, le collage est «*un art populaire, tout le monde peut en faire, pas besoin d'être passé par une école pour cela.*»

Cette exposition ne dévoile pas seulement les secrets de métier d'un grand peintre contemporain aux fortes convictions, elle a aussi une visée pédagogique : Erró, diplômé comme enseignant dans sa jeunesse, garde le souci de transmettre le sens des arts, notamment à travers ses nombreuses donations. Et tout comme il avait découvert le collage grâce aux surréalistes et à Max Ernst en premier lieu, l'exposition de ses propres collages (ou le beau catalogue qui l'accompagne) peut faire naître de nouvelles



vocations de collagistes. Ernst a suscité quantité de suiveurs, qui se sont attachés ou s'attachent encore à assembler images désuètes et vieilles gravures. Une telle traînée de poussière devrait épargner l'œuvre d'Erró, exemplaire par sa prise de distance à l'égard de ce génial prédécesseur, et sa réussite à exprimer des «*utopies d'ordre privé*» en corrigeant à coups de

ciseaux et de colle les images contemporaines les plus oppressantes, et précisément les plus banalisées.

Gilles Bounoure

Illustration : Erró, *For 4*, 1968. Collage. Paris, Centre Pompidou® ADAGP, Paris 2010 (Photo : Philippe Migeat)



LA DÉCROISSANCE EST-ELLE SOUHAITABLE ?

STÉPHANE LAVIGNOTTE
ÉDITIONS TEXTUEL, COLLECTION
PETITE ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE
137 PAGES, 9,90 EUROS



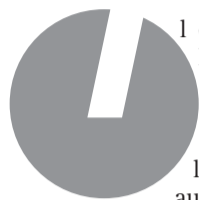
DÉSORMAIS, tous les débats écologistes à gauche sont percutés par la décroissance. La démarche de Stéphane Lavignotte n'est pas de produire une nouvelle défense et illustration ou au contraire une critique d'ensemble de cette notion, mais plutôt d'exposer les grands axes d'une pensée multiforme, tout en les replaçant dans les débats antérieurs de l'écologie politique. Sans couvrir l'ensemble des travaux sur la décroissance, il se centre sur quelques auteurs qui ont la particularité à la fois de théoriser une pensée écologiste à partir de la décroissance et de mener des interventions dans la sphère militante. En particulier, les pensées de Serge Latouche, Paul Ariès, Vincent Cheynet sont détaillées mais également interrogées à partir de critiques émanant de militants venus d'autres horizons, travaillant à redéfinir le développement (comme Jean-Marie Harribey). Si Lavignotte passe trop rapidement sur certains débats, autour du travail et du droit au revenu notamment, ou encore sur les stratégies de transformation sociale de la décroissance, il prend soin par contre de porter un regard critique sur l'approche de certains auteurs de l'ordre symbolique hétérosexuel, empreinte d'un traditionalisme évident et marquée par des pensées réactionnaires. La dernière partie du livre est consacrée à une approche plus personnelle et très iconoclaste de la question, héritée des études théologiques de l'auteur. Quoi qu'on pense des penseurs se réclamant de la décroissance, il est indéniable que l'émergence de ce « mot-obus », comme le dit Paul Ariès, produit des effets dans la pensée de gauche et permet de repenser une écologie radicale qui, sans céder aux sirènes du capitalisme vert, ne doit pas oublier sa dimension utopique.

Vincent Gay

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

APPRENTISSAGE POUR DE VÉRITABLES SERVICES PUBLICS RÉGIONAUX

L'apprentissage, c'est-à-dire la formation en alternance en vue de l'obtention d'un diplôme, est l'une des responsabilités des conseils régionaux. Ce secteur, dans les mains du patronat et d'organismes privés, reçoit de l'argent public sans contrôle.



Il était navrant d'entendre, sur la chaîne parlementaire (LCP), vendredi 12 mars, Jean-Paul Huchon et Valérie Pécresse débattre avec pugnacité de leurs mérites respectifs pour augmenter le nombre des jeunes orientés vers l'apprentissage dans la région Île-de-France (la meilleure selon Huchon). Ce débat essentiel sur l'apprentissage, nous aurions aimé l'avoir avec le PCF, le PG, les Verts et le PS qui gèrent les régions.

On sait que la droite a saccagé l'enseignement professionnel, en adaptant la formation aux besoins immédiats du patronat et en excluant un nombre croissant de jeunes du service public d'éducation. Or, les conseils régionaux n'ont pas combattu cette politique, ils l'ont au contraire accompagnée. Ils auraient dû par exemple utiliser leurs moyens pour reprendre la majorité des BEP supprimés dans le cadre de l'enseignement public¹.

L'apprentissage est le mode de formation préféré du patronat. Cela se sait et se comprend, il dispose d'une main-d'œuvre à très bon marché (25% du Smic pour un apprenti en première année), en attente de diplôme et donc obéissante. Encore faut-il que les apprentis aient pu trouver par eux-mêmes une entreprise car beaucoup d'entre eux, sortis du système scolaire, sont laissés à l'abandon et la crise économique rend cette recherche encore plus difficile.

Mais pour quelle formation ? Sans généraliser, car les cursus scolaires de l'apprentissage vont du niveau CAP à celui d'ingénieur, la formation « sur le tas » est tributaire du bon vouloir du patron, du choix du maître d'apprentissage, de ses compétences et des objectifs parfois contradictoires fixés à l'apprenti dans l'activité de l'entreprise et dans son cursus scolaire. Cette formation est étroitement liée à l'activité de l'entreprise, ce qui peut rendre difficile d'en changer après l'obtention du diplôme. Et que dire des jeunes en pré-apprentissage dès l'âge de quinze ans (une semaine en entreprise, une semaine en CFA²), trop tôt déscolarisés, qui, après avoir trouvé une entreprise, ont souvent pour principale activité le maniement du balai.

L'apprentissage c'est aussi tout un ensemble complexe d'organismes privés profitant ou gérant des financements publics. Les CFA sont très majoritaire-

ment privés et sous contrôle direct du patronat. Ils reçoivent des régions des centaines de millions d'euros de subventions alors que les lycées d'enseignement professionnel (LEP) publics sont souvent sous-équipés et sous encadrés.

Dans le même temps, le gouvernement favorise l'apprentissage par des aides financières aux entreprises (primes à l'embauche, exonération de charges et aides à la formation).

Les mécanismes de financement des CFA font aussi intervenir le versement par toutes les entreprises de la taxe d'apprentissage (TA). La collecte de cette taxe est très coûteuse en prospection et très inégale en redistribution. En 2007, 1 143 millions d'euros ont été reçus par les CFA soit une taxe moyenne de 1669 euros par apprenti. Les fonds publics - la TA est un impôt - constitués par cette collecte ne vont pas toujours vers les CFA, les sommes collectées sont en effet gérées par des organismes privés dans une certaine opacité avant d'être redistribuées au patronat de la formation.

Pour mener une politique vraiment sociale, les conseils régionaux de gauche devraient créer de véritables services publics régionaux de la formation professionnelle qui donneraient la priorité

aux LEP publics sur l'apprentissage, mèneraient une politique d'intégration des CFA dans ces services publics régionaux en prenant des dispositions pour y intégrer leurs personnels, dans la fonction publique territoriale par exemple.

La collecte et la distribution de la TA ne doivent pas être laissées à des organismes privés, elle devrait être assurée par les conseils régionaux. Dans l'immédiat, ceux-ci doivent réévaluer et contrôler les organismes privés de gestion et s'assurer que la TA est bien dirigée vers les CFA. L'élaboration des budgets de fonctionnement des CFA doit être faite en concertation avec les conseils régionaux et ceux-ci devraient participer aux conseils d'administration des CFA.

Pierre Sandrini

1. Depuis la « réforme » de Sarkozy du bac pro, seulement quatre spécialités de BEP ont été conservées. Les sections de CAP, sur deux ans après la troisième, continuent d'exister, en parallèle avec les sections de bac pro en trois ans. Elles peuvent permettre à des jeunes ayant un niveau scolaire suffisant d'obtenir un bac pro en quatre ans.

2. Centre de formation par l'apprentissage.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

LA RAFLE. J. L. (PAS-DE-CALAIS) : La critique du film *La Rafle*, dans *Tout est à nous!* n°47, m'a interpellée. Que cette critique soit plutôt positive pour un film qui ne mérite peut-être pas autant d'éloges relève de la subjectivité, et est une affaire de goût. Par ailleurs, et bien qu'il soit clairement regrettable que peu de films se soient inspirés de la Rafle du Vel d'Hiv, le *Monsieur Klein* de Joseph Losey, l'évoquait déjà en 1976.

Mais la conclusion de cet article m'a laissée pantoise : quel rapport entre la Rafle et Ben Gourion ? Certes, il a été reproché à ce dernier de ne pas avoir tenté de sauver les Juifs d'Europe, priorisant la construction d'Israël, mais quels dirigeants, quel pays, ont tenté de sauver ces Français, ces Polonais, ces Russes, ces Hongrois, etc., annihilés par les nazis en raison de leur simple judaïté ?

L'antisémitisme revendiqué par le NPA me semble parfois teint d'un antisémitisme qui n'ose pas avouer son nom, mais qui transparaît de

plus en plus fréquemment dans les articles publiés dans *Tout est à nous!* Je trouve cela extrêmement décevant, et je m'interroge sur la teneur du « front antifasciste et antiraciste large » que souhaite fonder le NPA.

LA RAFLE 2. V. I. (WEB) : Étonné de lire que votre chroniqueur trouve inacceptable que « jamais aucun autre film n'est sorti sur ce thème du Vel d'Hiv... » Losey et son formidable *Monsieur Klein* joué et produit par Delon en 1976 est un film monumental sur le même drame. Comment l'oublier ?

Pour la « distance » de Ben Gourion avec ces événements dénoncée dans votre critique cinématographique, il serait souhaitable de relire la formidable histoire d'Israël de Zeev Sternhell, en vente à La-Breche ainsi que la bio de Nahum Goldmann (Éditions Fayard), chapitre « Lutte contre le nazisme ». En 1942, Ben Gourion,

« créateur » de l'État d'Israël était certainement très investi dans la guérilla contre les bandes du Grand Mufti de Jérusalem, hitlérien, ne l'oublions pas... Grand Mufti pro-nazi, voilà un pan d'histoire qui s'oublie parfois. Que l'État ainsi créé au prix de toutes les horreurs que l'on puisse déplorer ait servi à accueillir 650 000 rescapés de l'Holocauste puis 920 000 citoyens des pays arabes expulsés de ces pays car classés « juifs » est un autre fait historique. Ne devrait-on pas intégrer ces points d'histoire, ce qui permettrait des assises sérieuses aux positions en 2010 de critiques contre les crimes de Tsahal, les kamikazes palestiniens, les invasions par les colons ? Et les progressistes ne pourraient-ils développer que « la religion est l'opium du peuple » et que tant du côté arabe comme du côté juif, la paix passe par la destruction des lobbies religieux intégristes. Le « libre-examen », l'agnosticisme des deux côtés !



HANDICAPÉS LA COLÈRE

Samedi 27 mars, une vingtaine de rassemblements et de manifestations étaient organisés par le collectif « Ni pauvres ni soumis » avec pour revendication centrale un revenu minimum d'existence égal au Smic. 2 500 personnes à Paris, mais également des centaines à Bordeaux, Toulouse, Marseille, Lyon, Grenoble, Dijon, Lille, ... ont exprimé leur profond sentiment de colère et de dégoût face aux conditions de vies qui leur sont imposées. Il est regrettable qu'à l'exception du NPA et du Parti de gauche, la gauche politique ait été absente des initiatives en question. Le mouvement syndical s'est fait, lui aussi, discret. À noter qu'à Paris, la CGT des centres de rééducation professionnelle distribuait un tract dénonçant les conséquences de la réforme Bachelot dans le secteur médico-social. Sans surprise, le gouvernement s'est

fendu d'un communiqué annonçant comme chaque année que l'Allocation adulte handicapé (AAH) augmentera de 25% d'ici 2012 : 715 euros cette année, somme largement en dessous du seuil de pauvreté. En oubliant de préciser que les pensions d'invalidité, elles, n'augmenteront que de 0,9% en avril. Éric Woerth, artisan de la RGPP comme ministre de la Fonction publique et nouveau ministre des Affaires sociales, a expliqué que la réforme de l'AAH permettrait de cumuler salaire et allocation – ce qui existe déjà – mais il a omis de dire que l'AAH est réduite dans ce cas ! Les 30 000 manifestants de mars 2008 et les initiatives de ce week-end n'ont pas fait fléchir Sarkozy et le gouvernement. Une nouvelle initiative d'ampleur nationale est nécessaire qui devrait cette fois-ci être soutenue par les syndicats et la gauche politique.



Samedi 27 mars 2010, manifestation à l'appel du collectif « Ni pauvres ni soumis » pour un revenu décent pour les handicapés. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

LE CHIFFRE

9,7%

C'est la hausse des tarifs du gaz domestique au 1^{er} avril, acceptée par le gouvernement sur demande du groupe GDF-Suez. Le groupe privatisé, détenu à 35% par l'État, vient d'annoncer un profit de 4,5 milliards d'euros pour 2009. Pour engraisser encore plus ses actionnaires, il inflige une dépense supplémentaire douloureuse pour la plupart des foyers (70 euros de plus par an pour le chauffage, 21 euros pour l'eau chaude et 10 euros pour la cuisine). La privatisation d'EDF et GDF avait été présentée par Sarkozy comme la possibilité de faire baisser les prix grâce à la concurrence. On peut en juger.

LE NO SARKOZY DAY FAIT PLOUF.

Le No Berlusconi Day avait réuni 350 000 manifestants en décembre dernier à Rome. Le No Sarkozy Day n'a attiré que quelques milliers de personnes dans toute la France, contre les 100 000 attendus par les organisateurs qui soulignent que ce n'est qu'un début. On peut déjà s'intéresser aux éléments qui n'ont pas permis à cette initiative organisée principalement par le biais d'Internet de trouver un écho dans la rue. Au lieu de coordonner un collectif pour faire un réel front face aux attaques du gouvernement, en prenant appui sur les mobilisations existantes, le No Sarkozy Day se contente de tenter de fédérer un maximum de personnes autour de la seule opposition à la figure présidentielle. Mais nous ne sommes pas en Italie, et cet appel se transforme en bouteille à la mer qui gagnerait davantage à cadrer avec nos vraies mobilisations (dont le 1^{er} Mai) plutôt que de tenter de force solitaire une semaine plus tard, le 8 mai.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

VICTOIRE À LA SAM. Les salariés de SAM Technologie ont fait plier leur direction dimanche. Ils avaient déclenché le 25 mars une grève illimitée, jour et nuit, après une semaine de grève perlée. Le groupe Arche auquel appartient la SAM avait annoncé le transfert de sa conception d'outillage de Decazeville vers Annecy. Cela aurait entraîné, à terme, le licenciement d'une centaine de salariés. Dans un bassin industriel sinistré où les habitants se battent pour garder leur hôpital public, c'était une nouvelle attaque brutale. Heureusement les travailleurs n'ont pas suivi le élu de la communauté de communes qui s'étaient aplatis devant le directeur et une dizaine de patrons locaux en supprimant la taxe transport à la charge des entreprises du bassin ayant plus de neuf salariés. La lutte paie.

ÉTATS-UNIS, SURSIS POUR HANK. Le 24 mars, le compte à rebours de l'exécution du condamné à mort Hank Skinner a été arrêté 45 minutes avant son exécution, par la Cour suprême des États-Unis. Hank Skinner attend depuis quinze ans dans le couloir de la mort, accusé de meurtre de sa compagne et de ses deux enfants. Il a toujours clamé son innocence et demande que l'on réalise des tests ADN pour le disculper, ce que la juridiction du Texas refuse. Comme tous les pauvres, Hank Skinner n'a bénéficié que d'un avocat commis d'office qui n'a pas eu les moyens de mener l'enquête pour défendre son client. Le Texas est l'État qui condamne le plus à mort et son sinistre gouverneur a dû demander pardon après qu'une commission scientifique a révélé l'innocence d'un jeune, exécuté en 2004. Le sursis pour Hank Skinner est une première victoire de l'importante mobilisation qui a eu lieu dans le monde pour exiger sa grâce.

FRALIB GEMENOS: 4^e SEMAINE DE GRÈVE. Les ouvriers de Fralib sont en grève reconductible depuis le 8 mars pour une augmentation de salaire de 200 euros. Les dirigeants de l'usine, ainsi que ceux d'Unilever-France, refusent toute négociation et le patron de l'usine n'a pas hésité à aggraver une employée, entraînant une ITT de sept jours. La production est toujours bloquée malgré des tentatives de délocalisation dans l'usine polonaise du groupe. Vendredi 2 avril à 11 heures, les syndicats de Fralib organisent dans l'usine un rassemblement national avec des délégations des syndicats de l'agroalimentaire de toute la France et des usines européennes du groupe. Ils appellent la population à y participer massivement. Dès le début de la grève, le partage des richesses a été au cœur des revendications. Ce combat doit être soutenu et servir d'exemple pour l'ensemble des travailleurs qui vivent des situations identiques.

“ NO COMMENT

[...] nous devons proposer un pacte national sur ce sujet [la retraite], non seulement avec les partenaires sociaux, mais aussi avec la majorité.

MANUEL VALLS, LE MONDE DU 29 MARS.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr